



UNION DEPARTEMENTALE FO DE L'ESSONNE

12, PLACE DES TERRASSES DE L'AGORA 91034 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

TEL : 01 60 78 15 57

mail : udfo91@gmail.com - site <http://www.udfo91.fr>

Qui se cache derrière ce masque ?

Le 11 mai approche et la vie continue pour ceux encore confinés et ceux qui sont au travail ou qui le reprennent. Bien entendu, nous n'oublions pas les victimes. La constante, c'est que le virus est toujours là.

Les risques existent et des moyens sont mis en œuvre pour protéger les agents hospitaliers, les territoriaux (par exemple) avec des moyens fraîchement reçus. Avec quelques économies...

Mais qui a fait les poubelles ?

En Essonne, comme dans l'ouest de la France, les poubelles doivent être communes. Des masques dans un hôpital nantais et du gel dans une école essonnienne sont périmés depuis 2011... (Voir photos).

C'est la démonstration qu'il faut être vigilant avec les moyens mis en place. L'Union Départementale FO 91 salue et soutient tous ses militants et ses élus dans le cadre de leurs prérogatives pour acter tous les dysfonctionnements. Pour certains, ils doivent faire face à des pressions et aux mépris de leurs fonctions. Il faudra bien que les responsables rendent des comptes.

Manifestement, des députés de LREM avancent masqués en annonçant dans les médias qu'ils présentent un projet de loi pour protéger les maires. C'est le discours d'une député du 78 « **La reprise de l'école est notre exigence, la protection juridique des maires également** ».

La manœuvre serait pour faire face à l'opposition importante de maires qui refusent de mettre leurs concitoyens en danger en particulier avec la réouverture des écoles du 11 mai mal préparée.

La réalité est tout autre, le texte présenté est bien plus clair que le discours d'enfumage pour dégonfler la fronde des édiles : « **Protéger les maires pénalement mais aussi toutes les personnes dépositaires d'une mission de service public dans le cadre des opérations de déconfinement et ce, pour une période limitée** »...

« **Mais aussi...** » tout est dit.

Ça n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd, puisque les employeurs veulent une loi contre le risque pénal...

L'Union Départementale FO de l'Essonne rappelle que le risque pénal est extrêmement minime quand on respecte les droits de ses concitoyens et ses salariés... bas les masques et qu'ils assument leurs responsabilités.

.../...

Comme le rappelle la Commission Exécutive de l'UD FO 91 dans sa déclaration d'hier (en PJ) :

« Pour sortir de ces crises, nous devons obtenir satisfaction à nos revendications :

- ***Défense des services publics, des missions des personnels et de leur statut***
- ***Défense de l'instruction publique***
- ***Des protections pour tous les salariés, pour les usagers : matériel de protection, dépistage systématique***
- ***Défense des CHSCT dans le public, retrait de la loi de transformation de la fonction publique***
- ***Dans le privé, rétablissement des CHSCT et de leurs prérogatives ainsi que la libre désignation des délégués syndicaux***
- ***Nous exigeons l'indépendance pleine et entière des inspecteurs du travail et cela passe par la levée des sanctions prises contre l'inspecteur du travail de la Marne, Anthony Smith***
- ***La suspension de toutes les mesures d'exceptions et l'abandon des ordonnances prises au titre de l'état d'urgence, donc le rétablissement des libertés individuelles et collectives et le rétablissement des garanties contenues dans le code du travail et les statuts.***

Et si le Président de la République, le Gouvernement, le Patronat ne l'entendaient pas comme cela, c'est bel et bien le plus grand affront qui serait fait à l'ensemble des travailleurs. »

C'est pour cela qu'elle invite et déclare : « Ouvrons la discussion au sein de nos syndicats, remplissons nos cahiers de revendications avec les salariés et partons à la reconquête de nos droits collectifs et individuels. »

Contact : Christophe LE COMTE (Secrétaire Général UD FO 91) : 06-68-66-25-24